

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 40;

Vu le protocole intermédiaire du 2 mars 1992 du comité de secteur XV;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er, tel qu'il a été modifié;

Vu l'urgence;

Considérant que la prime dont question est une avance non remboursable accordée en prévision de l'harmonisation des échelles de traitements en cours et qu'elle devrait être payée aux concernés dans le plus bref délai;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable au personnel du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et

- 1° de l'Office régional bruxellois de l'Emploi;
- 2° de l'Institut bruxellois pour la Gestion de l'Environnement;
- 3° du Centre d'Informatique de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 4° de la Société du Logement de la Région Bruxelloise.

Art. 2. Une prime d'harmonisation est accordée aux agents de niveau 3 et 4 qui sont en activité de service et qui bénéficient d'un traitement.

En cas d'interruption d'exercice de la fonction entraînant une perte de traitement, la prime n'est due que si cette interruption n'excède pas une durée de trente jours ouvrables.

En cas de prestations incomplètes, la prime est payée au prorata des prestations fournies.

Art. 3. Le montant mensuel de la prime visée à l'article 2 est fixée à F 1000.

Elle est accordée à partir du 1er janvier 1992 aux agents de niveau 4 et à partir du 1er juillet 1992 aux agents de niveau 3.

Art. 4. La prime d'harmonisation est liquidée en même temps que le traitement.

Le régime de mobilité applicable aux traitements du personnel des ministères s'applique également à cette prime.

Elle est liée à l'indice-pivot 138,01.

Bruxelles, le 4 juin 1992.

Le Ministre-Président,
Ch. PIQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations externes,
J. CHABERT

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 40;

Gelet op het tussentijds protocol van 2 maart 1992 van sectorcomité XV;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3 § 1, zoals gewijzigd;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat de premie waarvan sprake geldt als een niet terugvorderbaar voorschot op de aan gang zijnde harmonisering van de weddeschalen en dat zij zo vlug mogelijk moet kunnen worden uitgekeerd aan het betrokken personeel;

Op voordracht van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het statutair, contractueel en tijdelijk personeel van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en van

- 1° de Brusselse Gewestelijke dienst voor Arbeidsbemiddeling;
- 2° het Brusselse Instituut voor Milieubeheer;
- 3° het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest;
- 4° de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij.

Art. 2. Een harmonisatiepremie wordt toegekend aan de ambtenaren van niveau 3 en 4 die in dienstactiviteit zijn en een wedde genieten.

In geval van onderbreking van de ambtsuitoefening met verlies van wedde, is de premie slechts verschuldigd als de onderbreking niet langer duurt dan dertig werkdagen.

Bij onvolledige prestaties wordt de premie naar rata van de geleverde dienstprestaties uitbetaald.

Art. 3. Het maandbedrag van de in artikel 2 bedoelde premie wordt vastgesteld op F 1000.

Zij wordt toegekend met ingang van 1 januari 1992 aan de ambtenaren van niveau 4 en met ingang van 1 juli 1992 aan de ambtenaren van niveau 3.

Art. 4. De harmonisatiepremie wordt tegelijk met de wedde verevend.

De mobiliteitsregeling die geldt voor de wedden van het personeel der ministeries geldt eveneens voor deze premie.

Zij wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01.

Brussel, 4 juni 1992.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PIQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

F. 93 — 808

[C — 31062]

17 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs locaux pour la mise en place d'un système de télé-assistance

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise, telle que modifiée par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale relatif à la télé-assistance;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a urgence pour les pouvoirs locaux d'inscrire dans les budgets 1993 les subsides régionaux en matière d'informatique;

Considérant que les budgets communaux doivent être votés avant le 31 décembre 1992;

N. 93 — 808

17 DECEMBER 1992. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de subsidiëring van de plaatselijke besturen voor het oprichten van een telehulpsysteem

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brusselse Gewest, zoals gewijzigd door de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op het samenwerkingsakkoord tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreffende de telehulp;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het voor de plaatselijke besturen dringend noodzakelijk is de gewestelijke subsidies voor informatica op de begroting van 1993 in te schrijven;

Overwegende dat de gemeentelijke begrotingen vóór 31 december 1992 dienen aangenomen te worden;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances du 15 décembre 1992,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Exécutif : l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2° Ministre : le Ministre ayant les pouvoirs locaux dans ses attributions;
- 3° Centre : Centre d'informatique pour la Région bruxelloise;
- 4° Pouvoir local :
 - a) les communes;
 - b) les associations de communes, à l'exception de celles à finalité industrielles ou commerciales;
 - c) les centres publics d'aide sociale, à l'exclusion des hôpitaux qu'ils gèrent;
 - d) les associations des centres publics d'aide sociale, à l'exclusion des hôpitaux qu'ils gèrent.

Art. 2. § 1er. Dans le cadre de l'informatisation des pouvoirs locaux et compte tenu des nouvelles technologies, le Ministre peut accorder dans les limites des crédits budgétaires des subventions pour couvrir les frais de raccordement à un système de télé-assistance.

§ 2. La mise en place d'un système de télé-assistance consiste :

1° d'une part, en l'installation d'appareils émetteurs/récepteurs au domicile de personnes préalablement désignées et nécessitant une surveillance particulière en raison notamment de leur âge, de leur situation vulnérable ou isolée, de leur condition physique ou de leur état de santé.

Cette surveillance peut avoir trait, soit à l'aide médicale, soit à l'aide de type sécuritaire, soit aux deux;

2° d'autre part, à l'installation d'un central où une personne qualifiée est prête à recevoir les appels des télé-assistés 24 heures sur 24 et à prendre les mesures qui s'imposent pour leur venir en aide rapidement et efficacement.

Art. 3. Le Ministre peut accorder la subvention :

- 1° aux communes;
- 2° aux centres publics d'aide sociale pour l'aide médicale, dans la mesure où un accord de coopération entre la Région et la Commission communautaire commune, d'une part, et une convention entre la commune et le centre public d'aide sociale, d'autre part, le prévoient.

La subvention est fixée à un maximum de 40 000 francs par installation. Ce montant peut être majoré en cas d'installation combinée médicale et sécuritaire.

La majoration est de 8 000 francs maximum.

Art. 4. La commune ou le centre public d'aide sociale introduira, auprès du Centre, la liste des raccordements ainsi que les délibérations y relatives. Le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise fera rapport au Ministre en vue de délivrer la promesse ferme de subvention.

La subvention est liquidée sur présentation d'une déclaration de créance, accompagnée des factures d'achat du matériel, préalablement visée par le Centre.

Cette intervention n'entre pas dans le schéma directeur prévu par l'arrêté royal du 22 décembre 1987.

Art. 5. La subvention ne peut être accordée aux instances dont question à l'article 3 que s'il est fait appel à un gestionnaire agréé.

Pour être agréés, les gestionnaires d'un système de télé-assistance ont la forme d'un service communal, d'un service du centre public d'aide sociale, d'un service commun à ces instances ou d'une association sans but lucratif.

En vue de leur agrément ils constituent un dossier, dont le contenu est fixé par le Ministre. Ce dossier détermine notamment si l'aide proposée vise le secteur médical, le secteur sécuritaire ou les deux.

Les gestionnaires introduisent leur dossier auprès du Centre, chargé de la rédaction d'un rapport. Le Ministre soumet le dossier et le rapport à l'Exécutif en vue de la décision au sujet de la demande d'agrément. L'agrément est délivré pour une période de cinq années.

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën van 15 december 1992,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt bedoeld met :

- 1° Executieve : de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;
- 2° Minister : de Minister bevoegd voor de informatica van de plaatselijke besturen;
- 3° Centrum : het Centrum voor Informatica van het Brusselse Gewest;
- 4° Plaatselijk bestuur :
 - a) de gemeenten;
 - b) de verenigingen van gemeenten, met uitzondering van deze met een industrieel of commerciële doel;
 - c) de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van de door hen beheerde ziekenhuizen;
 - d) de verenigingen van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van de door hen beheerde ziekenhuizen.

Art. 2. § 1. In het raam van de informatisering van de plaatselijke besturen en rekening houdend met de nieuwe technologieën, kan de Minister, binnen de perken van de begrotingskredieten, subsidies toekennen voor de financiering van de aansluiting op een telehulpsysteem.

§ 2. De oprichting van een telehulpsysteem bestaat uit :

1° enerzijds, de installatie van zend- en ontvangtoestellen ten huize van vooraf aangeduide personen die een bijzonder toezicht vereisen wegens hun leeftijd, hun kwetsbaarheid of hun afzondering, hun lichamelijke of gezondheidstoestand.

Dit toezicht kan betrekking hebben op medische hulp, op veiligheid, of op beide;

2° anderzijds, de installatie van een centrale waar een bevoegde persoon 24 uur op 24 klaar zit om de oproepen van de aangeslotenen te ontvangen en de nodige maatregelen te treffen om hen snelle en efficiënte hulp te verlenen.

Art. 3. De Minister kan de subsidie toekennen aan :

- 1° de gemeenten;
- 2° de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, voor wat de medische bijstand betreft, op voorwaarde dat er een samenwerkingsakkoord tussen het Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en een overeenkomst tussen de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn werd gesloten waarin dit wordt voorzien.

De subsidie mag maximum 40 000 frank per installatie bedragen. Dit bedrag kan verhoogd worden indien het gaat om een installatie bedoeld voor het verzekeren van medische bijstand en veiligheid. De verhoging mag maximum 8 000 frank bedragen.

Art. 4. De gemeente of het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn dient de lijst van de aansluitingen en de beraadslagingen ter zake in bij het Centrum. Het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest brengt verslag uit bij de Minister met het oog op de aflevering van de definitieve toezegging van de subsidiëring.

De subsidie wordt uitbetaald na voorlegging van een schuldverdering en van de voorafgaandelijk door het Centrum voor akkoord getekende aankoopfacturen van het materieel.

Deze subsidiëring maakt geen deel uit van het richtschema dat voorzien wordt door het koninklijk besluit van 22 december 1987.

Art. 5. De subsidie kan enkel aan de besturen vermeld in artikel 3 worden toegekend indien er beroep wordt gedaan op een erkend beheerder.

De beheerders van een telehulpsysteem zijn ofwel een gemeentelijke dienst, een dienst van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, een gemeenschappelijke dienst van gemeente en openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of een vereniging zonder winstoogmerk.

Om de erkenning te verkrijgen stellen ze een dossier samen, waarvan de inhoud door de Minister wordt vastgesteld. Door dat dossier wordt bepaald of de voorgestelde hulp zich richt tot de medische sector, tot de veiligheidssector of tot beide.

De beheerders dienen hun dossier in bij het Centrum dat belast is met het opmaken van een verslag. De Minister legt het dossier en het verslag voor aan de Executieve. Deze laatste beslist over de erkenningsaanvraag. De erkenning wordt voor vijf jaar toegekend.

Il est reconductible. L'agrément est subordonné au dépôt d'un rapport annuel par le gestionnaire. Le Ministre fixe le contenu du rapport.

Les sociétés agréées à la mise en vigueur du présent arrêté le sont jusqu'au 31 décembre 1993.

Art. 6. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 13 juillet 1976 relatif à l'octroi de subventions aux communes pour la mise en place d'un système de télé-assistance;

2° l'article 3 de l'arrêté royal du 10 novembre 1988, relatif à l'octroi de subventions de fonctionnement pour l'informatisation des pouvoirs locaux situés dans la Région bruxelloise.

Art. 7. Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 1992.

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,
de la Fonction publique et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Ze is hernieuwbaar. De erkenning is verbonden aan de voorwaarde dat de beheerder jaarlijks een verslag indiend. De Minister stelt de inhoud van dat verslag vast.

De verenigingen die erkend zijn bij de inwerkingtreding van dit besluit, blijven erkend tot 31 december 1993.

Art. 6. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 13 juli 1976 betreffende het verlenen van toelagen voor de oprichting van een tele-onthaalsysteem;

2° artikel 3 van het koninklijk besluit van 10 november 1988 betreffende de toekenning van werkingstoelagen voor de informatisering van de plaatselijke besturen in het Brusselse Gewest.

Art. 7. De Minister bevoegd voor de plaatselijke besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 1992.

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

F. 93 — 809 (92 — 1624)

21 MAI 1992. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale fixant les cadres linguistiques de la Société de développement régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 17 juin 1992, p. 13847 :

au « Degré de la hiérarchie 12 », dans le « Cadre français », il y a lieu de remplacer le chiffre « 2 » par le chiffre « 4 ».

N. 93 — 809 (92 — 1624)

21 MEI 1992. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot vaststelling van het taalkader van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het Arrondissement Brussel-Hoofdstad. — Erratum

In de *Belgisch Staatsblad* van 17 juni 1992, blz. 13847 :

in « de 12e trap van de hiërarchie » van het Frans kader » dient het cijfer « 2 » door « 4 » vervangen te worden.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

19 FEVRIER 1993. — Arrêté ministériel désignant les fonctionnaires chargés de la perception, du recouvrement ainsi que du contrôle du prélèvement dû par les détectives privés

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu l'arrêté royal du 14 août 1992, désignant les fonctionnaires chargés de la perception, du recouvrement ainsi que du contrôle du prélèvement dû par les détectives privés,

Arrête :

Article unique. Sont chargés de la perception, du recouvrement ainsi que du contrôle du prélèvement dû par les détectives privés les fonctionnaires de la Direction générale de la Police générale du Royaume nommés ci-après :

- Mme D. Jacob;
- Mlle M. Kindt;
- M. M. Dupont.

Bruxelles, le 19 février 1993.

L. TOBBACK

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN AMBTENARENZAKEN

19 FEBRUARI 1993. — Ministerieel besluit tot aanwijzing van de ambtenaren belast met de inning en de invordering van en de controle op de heffing verschuldigd door de privé-detectives

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Gelet op het koninklijk besluit van 14 augustus 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren belast met de inning en de invordering van en de controle op de heffing verschuldigd door de privé-detectives,

Besluit :

Enig artikel. De hiernavolgende ambtenaren van de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie zijn belast met de inning en de invordering van en de controle op de heffing verschuldigd door de privé-detectives :

- Mevr. D. Jacob;
- Mej. M. Kindt;
- De heer M. Dupont.

Brussel, 19 februari 1993.

L. TOBBACK

Conseil d'Etat. — Détachement

Par arrêté royal du 8 février 1993, M. Jean-François Neuray, auditeur au Conseil d'Etat, est détaché auprès du Ministre de l'Education de la Communauté française pour une période d'un an prenant cours le 8 février 1993.

Conseil d'Etat. — Nomination d'un référendaire adjoint

Par arrêté royal du 2 mars 1993, M. Robert Hensenne est nommé référendaire adjoint au Conseil d'Etat.

Raad van State. — Detachering

Bij koninklijk besluit van 8 februari 1993 wordt de heer Jean-François Neuray, auditeur bij de Raad van State, gedetacheerd bij de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap voor een periode van één jaar met ingang van 8 februari 1993.

Raad van State. — Benoeming tot adjunct-referendaris

Bij koninklijk besluit van 2 maart 1993 wordt de heer Robert Hensenne tot adjunct-referendaris bij de Raad van State benoemd.